

Questions orales

Le vice-premier ministre dira-t-il à la Chambre s'il est au courant des circonstances qui ont donné lieu à la démission de M. Reynolds et s'il est maintenant disposé à annoncer la mise sur pied d'audiences publiques pour faire toute la lumière sur le projet Kemano II de l'Alcan?

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, il me semble que les divergences de vues qui ont opposé le député et le ministre, au comité, la semaine dernière, ont depuis été suffisamment débattues dans la presse en Colombie-Britannique et ne concernent nullement la Chambre.

Pour ce qui est du projet Kemano, je rappelle au député, comme on l'a fait à quelques reprises par le passé, que ce projet a déjà fait l'objet d'études. Un groupe d'experts l'a examiné très attentivement et le public a été consulté. À l'instar des autorités pertinentes de la province de la Colombie-Britannique, le gouvernement est d'avis que l'entente qui a été conclue avec l'Alcan est conforme à l'esprit des lignes directrices du PEEE.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. J'espère que le gouvernement n'est pas en train de s'empêtrer plus qu'il ne l'est déjà. Cinq ministres des Pêches ont tour à tour promis des audiences publiques sur le projet Kemano II de l'Alcan. L'actuel premier ministre s'est également déjà engagé, par écrit, à ce que ces audiences aient lieu.

Or, le 12 octobre dernier, le gouvernement dispensait le promoteur du projet Kemano II de la tenue d'audiences publiques, alors qu'aucun autre projet n'a encore jamais été réalisé sans ce processus d'examen.

Compte tenu de la leçon qu'il nous a été donné de tirer des projets Rafferty-Alameda, Oldman et, espérons-le, de la phase II de la Baie James et de Point Aconi, le vice-premier ministre pourrait-il faire preuve d'un peu de justice et de leadership, à la veille de l'adoption du Plan vert, et annoncer la tenue d'audiences publiques sur le plus important projet hydroélectrique encore jamais entrepris au Canada?

Des voix: Bravo!

• (1450)

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, comme le député le sait sans doute, ce projet a fait l'objet d'un examen approfondi dans la perspective de ses répercussions sur le poisson et son habitat et sur certains autres aspects de l'environnement.

Je me souviens du moment où le député a pris la parole à la Chambre pour féliciter le ministre des Pêches et des Océans de l'époque, lorsqu'il a annoncé l'adoption des mesures Kemano au moment de la signature de l'entente avec la Colombie-Britannique. C'est bien que ce député du NPD puisse avoir des opinions aussi changeantes, mais il devrait avouer à la population qu'il approuvait ce genre de mesures il y a quelques années.

Des voix: Bravo!

* * *

LA PAUVRETÉ

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Comme le ministre le sait, environ 1,4 million de personnes fréquentent maintenant les banques d'alimentation au Canada, et 40 p. 100 d'entre elles sont des enfants. En réponse aux questions sur ce sujet à la Chambre, le ministre s'est lancé dans un sermon sur les relations fédérales-provinciales. Pourtant le Régime d'assistance publique du Canada, qu'administre le gouvernement fédéral, est censé fournir une assistance adéquate aux gens dans le besoin. Le Parlement du Canada en a donné l'assurance.

Le ministre peut-il nous dire ce que le gouvernement entend par assistance adéquate, quand il y a tant de gens qui n'ont pas les moyens de se nourrir, de se vêtir ou de se loger?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, c'est exactement ce que je vais faire. L'engagement qu'a pris le gouvernement est de faire tout ce qu'il peut pour combattre la pauvreté au Canada.

Des progrès importants ont été accomplis depuis que notre gouvernement est au pouvoir pour sortir les Canadiens de la misère, et nous serons satisfaits lorsqu'ils en seront tous sortis. Le gouvernement veut que des mesu-